

DEPARTEMENT
LOIRE
CANTON
RIVE DE GIER
COMMUNE
RIVE DE GIER

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté - Égalité - Fraternité

ARRÊTE DU MAIRE

### ARRÊTÉ N° ARECO\_2023\_0031

#### ARRETE TEMPORAIRE RELATIF A L'UTILISATION DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL A DES FINS COMMERCIALES M. HANI NAJAH – (SAS NOUR/THOMAS LE BOULANGER) - 2 SQUARE MARCEL PAUL PERMIS DE STATIONNEMENT

Le Maire de la commune de Rive de Gier

Vu l'article R 610-5 du Code Pénal,  
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, L 2212-1 et suivants,  
Vu le Code de la Voirie Routière,  
Vu le Code de Commerce,  
Vu le règlement des terrasses ouvertes, étals devant les boutiques, camions magasins, structures légères à vocation commerciale,  
Vu la délibération du conseil municipal fixant le montant des redevances à percevoir au profit de la commune pour occupation du domaine public communal,  
Vu la demande rectificative en date du **1<sup>er</sup> août 2023**, par laquelle **M. HANI NAJAH** sollicite l'autorisation d'occuper le domaine public communal en vue d'exercer son commerce,

### ARRÊTE

#### Article N° 1 :

**CET ARRETE ANNULE ET REMPLACE L'ARRETE ARECO\_2023\_0002 EN DATE DU 13/03/2023, SUITE À UN CONTROLE LE 27/07/2023 DE LA SURFACÉ EXPLOITEE (ENVIRON 12 M<sup>2</sup>), SUPERIEURE À LA SURFACE INITIALE DEMANDEE ET AUTORISÉE (3,00 M<sup>2</sup>).**

**M. HANI NAJAH** est autorisé à occuper 20,00 m<sup>2</sup> – **2 square Marcel Paul**, potentiellement établis sur un emplacement de 10,00 m de long par 2,00 m de large en vue d'exercer son commerce.

Type d'installation sollicitée : **terrasse (installation pour consommer).**

#### Article N° 2 :

La présente autorisation est accordée à titre précaire et révocable jusqu'au **31 décembre 2023**. Elle est personnelle, incessible. Elle doit faire l'objet d'un renouvellement express sur demande écrite avant le **31 décembre 2023**.

**Pour l'année 2024, M. HANI NAJAH veillera à transmettre un dossier complet avec la bonne superficie, faute de quoi il sera amendable si il était constaté qu'une surface supérieure à celle demandée et autorisée était exploitée.**

#### Article N° 3 :

Le permissionnaire s'acquittera des redevances calculées en fonction de la surface relevée par des agents assermentés et des tarifs unitaires au m<sup>2</sup> fixés annuellement par le conseil municipal. Leur non-paiement entraîne de plein droit le retrait de l'autorisation.

**Article N° 4 :**

La présente autorisation ne s'applique pas pour les manifestations exceptionnelles. Une demande spécifique est à adresser à la Mairie quinze jours au moins avant la manifestation. Elle fera l'objet d'une autorisation sous forme d'arrêté.

**Article N° 5 :**

Le permissionnaire veillera à conserver le domaine public en parfait état de propreté pendant toutes les périodes d'occupation. En cas de détérioration et dégradation ou de salissures constatées, la Ville fera procéder aux travaux de remise en état aux frais exclusifs des permissionnaires.

**Article N° 6 :**

Le permissionnaire devra laisser un passage libre de tout obstacle de 1,40 m, devant permettre la circulation des poussettes-landaus, fauteuils roulants et autres personnes à mobilité réduite sur le domaine public réservé à ces fins.

**Article N° 7 :**

La présente autorisation est révoquée à tout moment, sans indemnité, en cas de non-respect par le permissionnaire, des conditions précitées, des différentes dispositions présentes dans le règlement des terrasses ouvertes, étals devant les boutiques, camions magasins, structures légères à vocation commerciale ou pour toute autre raison d'intérêt général.

**Article N° 8 :**

M. le Maire, M. le Directeur Général des Services, M. le Commissaire de Police, M. le Chef de la Police Municipale et tous les Agents habilités à constater les contraventions à la police de la circulation, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Arrêté.

**M. HANI NAJAH** devra également présenter cet arrêté à chaque fois que les agents municipaux lui en feront la demande.

**Article N° 9 :**

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Lyon ou d'une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication

Fait à Rive De Gier,  
**Le Maire,**  
**Vincent BONY**